

Unité bi-départementale du Calvados et de la Manche

Saint-Lô, le 9 octobre 2023

477, boulevard de la Dollée

BP 70271

50001 Saint-Lô Cédex

Téléphone : 02 50 71 50 54

ubdcm.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Eurial

ZA la Busnouvriere

50860 Moyon Villages

Références : 2023.618

Code AIOT : 0005301581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2023 dans l'établissement Eurial implanté ZA la Busnouvriere 50860 Moyon Villages. L'inspection a été annoncée le 22/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Eurial
- ZA la Busnouvriere 50860 Moyon Villages
- Code AIOT : 0005301581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Eurial exploite une usine de spécialités laitières (crème, yaourt, fromage blanc), de beurre concentré, d'ingrédients pour l'industrie agroalimentaire (principalement de la poudre de lait et du lait concentré). La production annuelle s'élève à environ 45 000 t. Les produits sont conditionnés en vrac, en big bags, en citernes ou en fûts. Ils s'adressent aux industriels et professionnels de l'alimentaire uniquement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection du 21/10/2020
- récolement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/01/2021
- consommation d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 05/01/2021, article 6.2.4	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	Consommation spécifique	Arrêté Préfectoral du 07/03/2017, article 4.1.4	Lettre de suite préfectorale	6 mois
9	Acide nitrique - cuvettes de rétention	Arrêté Préfectoral du 05/01/2021, article 9.6.1.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Intervention des services de secours	Arrêté Préfectoral du 05/01/2021, article 8.3.11
3	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 07/03/2017, article 4.1.1
5	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 07/03/2017, article 8.6.3
6	Local chaufferie	Arrêté Préfectoral du 07/03/2017, article 9.3.9
7	Acide nitrique - stockage	Arrêté Préfectoral du 05/01/2021, article 9.6.1.1
8	Acide nitrique - emploi et manipulation	Arrêté Préfectoral du 05/01/2021, article 9.6.1.2
10	Acide nitrique - surveillance	Arrêté Préfectoral du 05/01/2021, article 9.6.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les objectifs de l'inspection ont été :

- de faire le point sur les constats non soldés de l'inspection précédente (du 21/10/2020) ;
- de contrôler les consommations d'eau de l'établissement ;
- de récolter certaines des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/01/2021, notamment celles portant sur le stockage d'acide nitrique et les émissions sonores.

Lors de l'inspection, des non-conformités sont constatées concernant les émissions sonores, les consommations d'eau spécifiques et la rétention associée à la cuve d'acide nitrique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2021, article 6.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
Prescription contrôlée : Dans un délai de 6 mois à compter de la mise en service de la station d'épuration, l'exploitant procède à une étude acoustique visant à vérifier le respect des valeurs limites en périphérie de site et des niveaux d'émergence. Les résultats de cette étude sont communiqués dès réception à l'Inspection des installations classées.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant présente le rapport d'une campagne de mesure des émissions sonores réalisée le 12/05/2022. Selon ce rapport, les émergences réglementaires sont respectées aux ZER1 et ZER2. Toutefois, les mesures de bruit résiduel utilisées pour ce calcul sont : - pour la période nocturne, les mesures réalisées dans le cadre de la "dernière réactualisation de l'arrêté d'autorisation". Or le rapport de cette campagne de mesure n'avait pas été joint au dossier ayant mené à la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 janvier 2021 (seule une synthèse des résultats y figure). La mesure des bruits résiduels aurait été réalisée "à 685 m au nord-est du site, à environ 190 m au nord de la RD27". A défaut d'informations complémentaires, cette zone n'est pas représentative des ZER1 et 2, respectivement au sud et au nord-ouest du site. Elle est par exemple beaucoup plus proche de la route D27 (source principale de bruit identifiée dans l'environnement du site) que le point ZER1 au sud du site ; - pour la période diurne, de nouvelles mesures de bruit résiduel à un emplacement et une période non précisés. Les modalités de ces mesures ne sont pas décrites et ne font pas l'objet de fiches de mesure. Le rapport fournit uniquement l'explication suivante : "les niveaux sonores retenus [en période d'activité des installations] nous paraissaient trop importants, nous avons réalisé de nouvelles mesures pour statuer du niveau de bruit résiduel représentatif de cette période." En l'état, trop d'incertitudes pèsent sur le caractère représentatif des mesures de bruit résiduel pour que les émergences calculées soient représentatives. DEMANDE DE COMPLEMENTS : l'exploitant justifiera, si nécessaire en réalisant une nouvelle campagne de mesures, le caractère représentatif des mesures de bruit résiduel utilisées pour le calcul des émergences (localisation et période). Ces mesures devront être clairement localisées sur un plan, et devront faire l'objet d'une fiche de mesure (au même titre que les mesures de bruit ambiant réalisées) contenant l'ensemble des informations mentionnées en annexe de l'arrêté ministériel du 23/01/1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les ICPE. Selon le rapport de mesure remis, les niveaux de bruit sont dépassés au niveau du point LIM2 (nord-ouest du site) en périodes diurne (+6.5 dB) et nocturne (+14,5 dB). Le rapport n'identifie pas la source de ces dépassements. Ce point correspond à la zone de la cuverie (tanks à lait au nord-est). Le fonctionnement de la station d'épuration, au sud du site, n'est donc pas à l'origine de ces dépassements. Le jour de l'inspection, les sources de bruit identifiées au point LIM2 sont ceux des pompes et agitateurs des cuves à lait.

NON-CONFORMITE : dépassement des niveaux de bruit admissibles au niveau du point LIM2 (nord-ouest du site) en périodes diurne (+6.5 dB) et nocturne (+14,5 dB). L'exploitant transmettra un plan d'action, avec échéances, pour respecter les niveaux de bruit admissibles. Il justifiera ce respect par une nouvelle campagne de mesures prenant en compte la demande de compléments précédente.
Observations : L'exploitant a la possibilité de demander à augmenter les niveaux limites de bruit admissibles (dans la limite de 70 dB le jour et 60 dB la nuit, Cf. art. 3 de l'arrêté ministériel du 23/01/1997 susmentionné) sous réserve de démontrer que les nouvelles valeurs maximales sollicitées permettent de respecter des émergences réglementaires applicables aux ZER identifiées (et de prendre en compte les demandes et remarques du présent constat).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Intervention des services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2021, article 8.3.11
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services publics d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.</p> <p>L'entrée principale de l'établissement doit être maintenue libre en toutes circonstances et accessible aux services d'intervention extérieurs à l'établissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Rappel du constat (inspection du 21/10/2020) - observation 2020-7 : il est demandé à l'exploitant d'établir un plan précisant les règles de circulation des véhicules dans l'établissement.</p> <p>L'exploitant a affiché à l'entrée de l'usine un plan de circulation de grande taille et clairement lisible.</p> <p>L'accès des pompiers se fait par la voie de circulation des camions de livraison de lait (est et sud du site). Les différents portails sont ouverts de l'intérieur (interphone). La voie et les portails sont de largeur suffisante pour permettre le passage des véhicules de secours. L'usine fonctionnant en 3x8, l'ouverture de ces portails peut être réalisée 24h sur 24 et 7j/7. En cas de sinistre, le point de</p>

rassemblement étant à côté des portails, ces derniers peuvent être ouverts directement par le personnel rassemblé, même en l'absence d'électricité.

L'exploitant indique que les pompiers ont effectué une reconnaissance de l'usine en 2021.

Le jour de l'inspection, cette voie est constatée dégagée. Elle est suffisamment large pour que des camions de lait puissent s'y stationner sans entraver le passage éventuel des services de secours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2017, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, consommations d'eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation et la conception des installations pour limiter la consommation d'eau de l'établissement. A l'occasion des remplacements et de réfection de matériel, il doit rechercher par tous les moyens économiquement acceptables à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.

La réfrigération en circuit ouvert est notamment interdite, à l'exception des éventuelles opérations de maintenance ponctuelles.

Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) (si prélèvement dans une masse d'eau)	Prélèvement maximal annuel (m ³)	Débit maximal (m ³)	
				Horaire	Journalier
Réseau public	Moyon-Villages	-	182000	22	500

Toute augmentation des consommations d'eau est portée à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées, avec tous les éléments d'appréciation (notamment la compatibilité avec le schéma départemental de répartition des eaux).

Constats :

L'exploitant a consommé 132 982 m³ en 2022. Le jour de l'inspection, sa consommation pour l'année 2023 s'élève pour l'instant à 94 603 m³.

Selon l'exploitant, le système de refroidissement en circuit ouvert a été évacué en 2022 (échangeur de refroidissement de la tour de séchage). Ce refroidissement est dorénavant assuré par une boucle d'eau glacée.

Lors de l'inspection, aucun système de refroidissement en circuit ouvert n'est identifié sur le site.

Observations : En prévision des prochaines périodes de sécheresse, l'exploitant veillera à calculer

sa consommation de référence, telle que définie par l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des ICPE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Consommation spécifique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2017, article 4.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Consommations en eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles pour atteindre l'objectif de consommation spécifique de 0,8 litres d'eau par litre de lait transformé. Cette limitation ne s'applique pas au réseau d'eau de défense contre l'incendie.

L'exploitant calcule une fois par trimestre la consommation spécifique de ses installations sur une période représentative de ses activités. Il tient à disposition de l'Inspection des Installations Classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.[...]

Constats :

Rappel du constat (inspection du 29/10/2020) - observation 2020-5 : expliquer les raisons de la dégradation de la consommation spécifique de l'établissement et y remédier.

Consommation spécifique (m ³ /m ³ de lait transformé)	2019	2020
Trimestre 1	0,707	0,818
Trimestre 2	0,804	0,844
Trimestre 3	0,818	1,021
Trimestre 4	0,843	/

Le jour de l'inspection, l'exploitant présente les consommations spécifiques trimestrielles de 2017 à 2023. Ces valeurs sont comprises entre 0,707 et 1,026 m³/m³ de lait transformé. Aucune tendance à la baisse ou à la hausse n'est clairement identifiable. Seules 5 valeurs sur 27 respectent la valeur seuil de 0,8 m³/m³ de lait transformé. Ce seuil n'a plus été respecté depuis le second trimestre 2021.

Selon l'exploitant, cela est principalement dû à la diminution de la production, l'usine étant conçue pour tourner de manière optimale à des niveaux de production plus importants. En outre, une partie des lavages (poste de consommation principal) demeure incompressible quel que soit le niveau de production.

L'exploitant a identifié, avec l'appui du groupe, plusieurs pistes de réduction des consommations, telles que :

- utiliser plus de lait et moins de concentré (ce dernier générant par exemple plus d'encrassement des tuyauteries) ;
- optimiser les cycles de lavage des NEP (nettoyages en place) ;
- rendre le lavage au jet plus efficace et limiter son utilisation ;

<p>- installer des compteurs intermédiaires de façon à avoir une meilleure connaissance des postes de consommation et des volumes d'eaux intermédiaires réutilisées.</p> <p>NON-CONFORMITE : la consommation spécifique maximale (échelle trimestrielle) n'est pas respectée depuis le second trimestre 2021.</p> <p>L'exploitant remettra un plan d'action avec échéances pour respecter durablement la valeur maximale de 0,8 m³/m³ de lait transformé. Les actions listées devront être accompagnées d'indicateurs chiffrés, et les économies d'eau associées seront quantifiées dans la mesure du possible. Le plan d'action sera accompagné d'une caractérisation des différents postes de consommation.</p> <p>Cette non-conformité étant persistante, en cas d'absence de réponse satisfaisante des suites administratives seront proposées au préfet.</p>
<p>Observations : Pour rappel, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27/02/2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 entrent en application à compter du 04/12/2023. Cet arrêté comporte notamment des dispositions relatives à la consommation en eau. Le dernier dossier de réexamen IED remis par l'exploitant fait ainsi état d'engagements permettant de respecter ces dispositions et les MTD correspondantes. Ces engagements pourront faire l'objet d'un contrôle ultérieur.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : Rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2017, article 8.6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Déversements accidentels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; • dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art. Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir, résistent à l'action physique et chimique des fluides et peuvent être contrôlées à tout moment. Il en est de même pour leur éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en oeuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...)

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

Constats :

Rappel du constat (inspection du 29/10/2020) - écart réglementaire n°1 : un fût contenant un produit dangereux pour l'environnement a été observé hors rétention lors de la visite de la zone technique.

Le jour de l'inspection, aucun produit dangereux n'est constaté sans rétention dans la zone technique. Les produits dangereux sont entreposés dans des armoires métalliques extérieures associées à des rétentions adaptées. Aucune coulure ou fuite n'est visible sous ces armoires.

CONSTAT SOLDE.

Une cuve de 7 m³ d'acide nitrique à 1,5% d'une part, et une cuve de 7 m³ de soude à 2% d'autre part, sont associées à la même rétention au nord-est du site (cuverie). Ces cuves font partie d'une des NEP de l'usine. Toutefois, leur contenu ne peut être considéré comme incompatible au regard :

- de la faiblesse des concentrations en acide et en soude ;
- du volume de la rétention, prévu pour l'ensemble de la zone de cuverie (tanks à lait).

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 6 : Local chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/03/2017, article 9.3.9
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Les stockages de combustible sont isolés par rapport aux chaudières, au minimum par un mur REI 120 ou par une distance d'isolement qui ne peut être inférieure à 10 mètres. La présence de matières dangereuses ou inflammables dans l'installation est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les stockages présentant des risques d'échauffement spontané sont pourvus de sondes de température. Une alarme alerte les opérateurs en cas de dérive.
Constats : Rappel du constat (inspection du 29/10/2020) - écart réglementaire n°2 : des bouteilles de gaz étaient présentes dans la chaufferie lors de l'inspection. Le jour de l'inspection, aucune bouteille de gaz n'est présente dans la chaufferie. CONSTAT SOLDE.
Observations : L'usine dispose de deux silos de 50 tonnes de poudre de lait en attente d'expédition par camions de vrac. Selon les données présentées par l'exploitant, le temps de séjour maximal de la poudre dans le silo est de 15 jours au maximum. Ces silos sont étanches de façon à maintenir la poudre de lait à une humidité inférieure à 4% et à garantir le respect des exigences sanitaires. Dans ces conditions, le risque d'auto-échauffement est faible ; la nécessité d'une sonde de température n'est donc pas requise. L'exploitant gagnerait toutefois à mettre en place une sonde de température par silo, au regard du faible investissement nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Acide nitrique - stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2021, article 9.6.1.1
Thème(s) : Produits chimiques, acide nitrique
Prescription contrôlée : Les installations de stockage doivent être implantées à une distance d'au moins : - 15 mètres des limites de propriété pour le stockage à l'air libre ou sous auvent, - ou 5 mètres des limites de propriété pour des stockages en local ou enceinte, fermé et ventilé. Les récipients peuvent être stockés en plein air à condition que leur contenu ne soit pas sensible à des températures extrêmes et aux intempéries. Les substances ou préparations toxiques doivent être stockées, manipulées ou utilisées dans les

endroits réservés et protégés contre les chocs.
Constats : L'acide nitrique (concentré à 53%) est entreposé à l'extérieur dans une cuve double peau de 30 m ³ , le long des bâtiments au sud du site et à 30 m au minimum des limites de propriété. La cuve est positionnée à l'écart des voies de circulation. Elle est protégée d'éventuels accrochages par le muret délimitant la zone de dépotage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Acide nitrique - emploi et manipulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2021, article 9.6.1.2
Thème(s) : Produits chimiques, acide nitrique
Prescription contrôlée : Les liquides toxiques doivent être utilisés dans des enceintes fermées et ventilées. Il n'y a pas de manipulation à l'intérieur des locaux fermés. Les postes de livraison des liquides toxiques doivent respecter la distance visée ci-dessous : - 15 mètres des limites de propriété.
Constats : Le poste de livraison est à au moins 30 m des limites de propriété. L'acide nitrique est relié aux NEP par des canalisations, si bien qu'aucune manipulation directe du produit n'est réalisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Acide nitrique - cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2021, article 9.6.1.3
Thème(s) : Produits chimiques, acide nitrique
Prescription contrôlée : Les récipients fixes sont munis de jauge de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en condition normale. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. Une consigne relative au dépotage des produits incompatibles doit assurer l'absence de risque de mélange.
Constats : La rétention de la cuve d'acide nitrique (concentré à 53%) consiste en une fosse en béton (de 30 m ³ selon l'exploitant) recouverte d'une grille. La cuve n'est pas posée sur la grille de la rétention

mais à côté. Elle est de plus séparée du quai de dépotage par un petit muret :

A défaut d'informations complémentaires, il n'est donc pas garanti qu'en cas de déversement



accidentel les effluents rejoignent cette fosse.

DEMANDE DE COMPLEMENTS : l'exploitant confirmera le volume de la fosse de rétention, la résistance de son matériau constitutif à l'acide nitrique concentré, et justifiera qu'en cas de déversement accidentel la configuration actuelle permet l'écoulement de l'acide nitrique dans la fosse.

Le dispositif d'obturation est fermé en position normale. Le jour de l'inspection, de la pluie s'est accumulée dans la rétention. L'exploitant indique qu'après les épisodes pluvieux, le contenu de la fosse est rejeté aux eaux pluviales une fois le pH vérifié.

Une cuve de soude de 30 m³ (concentrée à 35%) est accolée à la cuve d'acide nitrique. Selon l'exploitant, la fosse de rétention couvre à la fois la cuve d'acide nitrique et la cuve de soude. Or ces deux produits sont incompatibles : leur mélange produit une réaction exothermique et des

<p>vapeurs toxiques.</p> <p>NON-CONFORMITE : des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble sont associés à la même capacité de rétention. L'exploitant présentera, sous 3 mois, un plan d'action avec échéances pour lever cette non-conformité. En cas d'absence de réponse satisfaisante sous ce délai, des suites administratives pourront être proposées au préfet.</p> <p>Les consignes relatives au dépotage des produits incompatibles sont clairement affichées sur chaque bouche de dépotage (acide nitrique d'une part, soude d'autre part).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Acide nitrique - surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2021, article 9.6.3
Thème(s) : Produits chimiques, acide nitrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dépotage d'acide ou de soude se fait en présence du responsable d'atelier ou du responsable des livraisons. Les deux bouches de dépotage (acide et soude) sont cadenassées de manière à éviter toute erreur de dépotage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite